
L'IA décide à votre place. Personne ne vous a demandé votre avis.

En 1972, 16 000 personnes mouraient sur les routes françaises en une seule année. Il avait fallu 86 ans après l'invention de l'automobile pour qu'une politique sérieuse de sécurité routière s'impose — sous la pression de familles endeuillées, de médecins scandalisés, de statistiques devenues insupportables. Le code de la route existe aujourd'hui, accepté dans le monde entier. Mais il est le produit d'un siècle de douleur accumulée.

L'IA n'a pas un siècle devant elle.

Et surtout — l'IA ne tue pas des corps sur des routes. Elle agit sur autre chose : les représentations, les raisonnements, les décisions qui orientent nos vies. Son coût ne se verra pas dans des statistiques. Les victimes ne sauront souvent pas qu'elles en sont victimes. Le mécanisme qui a finalement produit le code de la route — la souffrance visible qui force la correction — ne fonctionnera pas pour l'IA.

C'est le problème que personne ne pose vraiment.

Une question démocratique, pas technique

Le débat public sur l'IA tourne autour de régulation technique — l'AI Act européen classe les risques, impose des audits, prévoit des sanctions. C'est nécessaire. C'est insuffisant. Car réguler les risques n'est pas réguler la légitimité.

Une IA peut être parfaitement conforme à toutes les réglementations existantes et prendre des décisions que personne n'a collectivement mandatée pour prendre. Elle attribue un crédit. Elle sélectionne un candidat à l'emploi. Elle oriente un élève de terminale vers une filière. Elle module une peine judiciaire. Elle priorise une intervention sociale.

La question n'est pas « l'IA est-elle performante ? » Elle est : au nom de qui prend-elle cette décision ? Selon quels critères ? Avec quelle transparence ? Et quel recours pour le citoyen qui en subit les effets ?

Ces questions sont démocratiques. Et elles n'ont pas de réponse dans les modèles de gouvernance actuels — ni en Europe, ni ailleurs.

Ce que l'histoire nous apprend

L'imprimerie de Gutenberg, le chemin de fer, l'automobile — chaque grande rupture technologique a produit la même séquence : une technologie émergente gouvernée

dans l'intérêt des acteurs établis, un coût citoyen différé, une gouvernance légitime qui arrive après — toujours trop tard, toujours après que des générations entières ont payé le prix de l'absence de méthode.

Ce pattern est documenté, mesurable, répété. Et pour la première fois dans l'histoire des grandes ruptures technologiques, nous en avons conscience avant la crise. Nous savons que les fractures latentes de nos sociétés — la défiance institutionnelle, les inégalités, l'atomisation sociale — vont être amplifiées par l'IA comme une levure fait lever une pâte déjà prête. Nous savons que des acteurs extérieurs ont des intérêts directs à exploiter ces fractures, avec des outils sans précédent. Nous savons que les décisions prises aujourd'hui vont façonner la société à l'horizon 2040-2050 — la génération de nos enfants — sans que personne ne soit mandaté pour les représenter.

Nous savons tout cela. Et nous reproduisons exactement les mêmes réflexes.

Trois modèles, un vide commun

Face à l'IA, trois modèles de gouvernance coexistent dans le monde.

Le modèle autoritaire subordonne la technologie au pouvoir en place — l'IA devient un instrument de contrôle et de surveillance, au service de la stabilité du régime, pas des citoyens.

Le modèle technocratique confie les décisions aux experts sans mandat citoyen — l'AI Act européen en est l'illustration la plus aboutie : rigoureux, nécessaire, mais construit sans que les citoyens concernés aient jamais été dans la salle.

Et puis il y a la démocratie — qui reste à inventer pour l'IA. Pas la démocratie de façade, celle des consultations tardives et des conventions citoyennes ignorées. Une démocratie qui intègre structurellement la voix des citoyens dans les décisions qui les concernent, avant que les choix soient arrêtés.

C'est précisément ce que propose la Démocratie Enrichie.

Une méthode, pas une utopie

Développée à partir de vingt-cinq ans d'expérience dans le management des grandes organisations complexes, formalisée dans trois livres blancs et un essai grand public disponibles sur democratieenrichie.fr, la Démocratie Enrichie repose sur un constat simple : les grandes décisions publiques échouent non par manque d'expertise technique, mais par absence de légitimité collective.

L'expertise dit ce qui est possible. La politique dit ce qui est prioritaire. Ni l'une ni l'autre ne dit ce qui est acceptable — ce que les citoyens qui vont vivre avec la décision considèrent comme juste, utile, proportionné.

DE organise ce dialogue manquant. Elle constitue des pôles citoyens officiels, formés, représentatifs — mandatés pour lire le terrain avant que les choix soient arrêtés, pour mettre en dialogue l'expérience vécue avec le savoir expert et la responsabilité politique, et pour évaluer les effets réels à intervalles définis.

Elle ne remplace pas les élus. Elle ne crée pas de nouvelle institution permanente. Elle s'insère dans le cycle de décision qui existe déjà — celui qui est aujourd'hui monopolisé par les experts et les lobbies — en produisant un cahier de critères que

les décideurs doivent prendre en compte et dont ils doivent justifier publiquement les écarts. Ce n'est pas un veto. C'est une obligation de transparence.

Prendre trois mois au départ pour instruire un projet selon cette méthode, c'est s'assurer d'un déploiement fluide, compris et accepté. C'est s'épargner un demi-siècle de réparation par la douleur.

La fenêtre se referme

Les modèles d'IA actuels sont en train de devenir l'infrastructure cognitive dominante d'une génération qui entre aujourd'hui au lycée. Dans cinq à sept ans, cette génération sera en pleine formation avec des habitudes cognitives largement façonnées par des algorithmes dont les critères ont été définis aujourd'hui — dans des cercles où elle n'avait aucune représentation.

Ce n'est pas du catastrophisme. C'est une extrapolation de tendances mesurables, par quelqu'un qui a passé 25 ans à observer comment les grandes organisations prennent — ou ratent — leurs décisions complexes.

Trois modèles s'affrontent pour gouverner l'IA : le contrôle autoritaire, la technocratie d'experts, et la démocratie — qui reste à construire. La méthode existe. La question est de savoir si nous allons nous donner les moyens de l'appliquer — avant que le coût soit devenu invisible et irréversible.

Le code de la route a pris un siècle. Nous n'avons pas un siècle.

Bernard Peroz est l'initiateur de Démocratie Enrichie, une proposition méthodologique pour organiser la décision collective dans les sociétés complexes. Trois livres blancs, un essai grand public « *Et si on nous demandait notre avis ?* » et un manifeste « *Les infrastructures invisibles de la démocratie* » sont disponibles sur democratieenrichie.fr.